

AUTAN LE DIRE, journal de Septembre 2025
de la section CGT de la Dircofi Occitanie

Il faut des actes de rupture immédiats !

" Si le premier ministre ne veut pas rejoindre le cimetière des premiers ministres qui est déjà bien rempli, il faut qu'il pose des actes de rupture immédiats "

Sophie BINET

Cela commence par :

- abandonner la réforme des retraites, qui est une blessure démocratique et sociale;
- enterrer définitivement le Budget Bayrou;
- débloquer de l'argent pour les services publics;
- prendre des mesures pour augmenter les salaires et les pensions;
- des mesures immédiates contre les licenciements avec la création d'un moratoire, face aux 450 plans de licenciements déjà mis en œuvre cette année.

Le renoncement à la suppression des 2 jours fériés n'est que le résultat de notre rapport de force !

Un coût annuel de 211 milliards d'euros : la commission d'enquête du Sénat sur les aides publiques aux entreprises réclame un « choc de transparence »

À l'issue de six mois de travaux, la commission d'enquête sénatoriale sur l'utilisation **des aides publiques aux grandes** entreprises et à leurs sous-traitants a rendu son rapport. Après deux décennies de progression de ces dépenses, les sénateurs appellent à **une forme de reprise en main des dispositifs, en particulier au travers d'une meilleure évaluation et la fixation de nouvelles contreparties dans leur octroi.**

L'exercice est inédit au Parlement. Ces cinq derniers mois, une commission d'enquête au Sénat a entendu 33 dirigeants de grandes entreprises, comme TotalEnergies, LVMH, Sanofi, Michelin, Lactalis ou encore STMicroelectronics. Son objectif : mesurer l'ampleur des aides publiques dont elles bénéficient, et s'interroger sur la façon dont elles sont suivies et évaluées. Lancé cet hiver sur l'initiative du groupe communiste, républicain, citoyen et Kanaky (CRCE-K), après l'annonce de plusieurs réductions d'effectifs à Michelin et Auchan notamment, cet organe de contrôle a rendu public son rapport.

«*Quelques années après la gabegie qu'a constitué le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'actualité sociale fait ressurgir dans le débat public la problématique de la conditionnalité des aides publiques, ainsi que celle d'un contrôle plus strict et d'une évaluation plus poussée de ces aides* », écrit le sénateur communiste Fabien Gay, en préambule de son rapport adopté le 1er juillet, à l'unanimité.

DECRYPTAGE CGT Finances **Publiques : Comment taxer les riches autant que les pauvres ?**

Le constat de départ :

Tous les français paient en moyenne 50 % de prélèvements obligatoires (impôt sur le revenu, impôt sur la fortune, cotisations sociales, mais aussi TVA et autres taxes). Seule exception : les ultra riches, c'est-à-dire ceux possédant plus de 100 millions € de patrimoine, ne paient que 27 % de prélèvements fiscaux et sociaux, donc deux fois moins que le reste de la population. Le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France est passé de 200 milliards en 2010 (10 % du PIB) à 500 milliards en 2014 et 1200 milliards en 2024 (42 % du PIB).

Les propositions de Gabriel Zucman :

Pour amener le taux de prélèvements obligatoires des ultra riches à l'identique du reste de la population (50%), Gabriel Zucman a calculé qu'un impôt équivalent à 2 % de leur patrimoine serait suffisant.

Leur taux moyen actuel de prélèvements s'élevant à 0,3 % de leur patrimoine, ils connaîtraient une imposition supplémentaire de 1,7 %.

Cet impôt serait une contribution différentielle, autrement dit un plancher. Les foyers déjà taxés à hauteur de 2 % de la valeur de leur patrimoine n'auraient aucun impôt supplémentaire.

La Taxe Zucman **c'est quoi ?**

- ✓ Un impôt plancher de **2% sur les patrimoines des ultra-riches**
- ✓ Cet impôt concerne les fortunes **dépassant les 100 millions d'euros** (pas vous)
- ✓ Il pourrait rapporter **jusqu'à 20 milliards d'euros** au pays
- ✓ Il est **soutenu par 79% des Françaises et des Français** (là, c'est vous)

PHRASE DU MOIS :

«La mort, le chômage, la répression d'une grève, la misère et la faim ne sont pas des idées. Ce sont des réalités de tous les jours qui sont vécues dans l'horreur.

Jean-Paul SARTRE

